



**Convention de reversement**  
**Expérimentation CURSUS-P16 « Expériences et projet : Renforcement de la**  
**préprofessionnalisation en licence », UNIVERSITÉ LUMIÈRE Lyon 2**

**ENTRE**

**LA COMMUNAUTÉ D'UNIVERSITÉS ET ÉTABLISSEMENTS « UNIVERSITÉ DE LYON »** dont le siège social est situé 92 rue Pasteur, CS 30122, 69361 Lyon,  
N° SIRET : 130 021 363 000 10, APE 8542Z,

Représentée par son Président M. Frank DEBOUCK,

ci-après dénommée « l'Université de Lyon », ou

« L'ÉTABLISSEMENT PORTEUR »,

**ET**

« L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE — LYON 2 »  
Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel,  
SIRET 196 917 751 00014, APE 8542Z,  
dont le siège est situé 86 rue Pasteur – 69635 Lyon cedex 07,

représentée par sa Présidente, Nathalie DOMPNIER,

ci-après désignée par « Lyon 2 », ou

« L'ÉTABLISSEMENT BÉNÉFICIAIRE »,

Ensemble désignés par les « **Parties** ».



IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

Vu le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Nouveaux Coursus à l'Université » du troisième programme d'investissement d'avenir de l'Agence Nationale de la Recherche ;

Vu la convention attributive d'aide n° ANR-18-NCUN-0005 et plus particulièrement l'article 2.4 du règlement financier qui stipule que l'établissement porteur et les partenaires s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet dans les conditions prévues au règlement ;

EN CONSÉQUENCE IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

### **ARTICLE 1 – DÉFINITIONS**

Dans le présent accord, les termes suivants, employés en lettres majuscules, indifféremment au pluriel ou au singulier, auront les significations respectives suivantes :

COMITE DE PILOTAGE : instance qui assure le pilotage stratégique du PROJET et ses grandes orientations, définit les modalités de fonctionnement ainsi que l'allocation des moyens affectés aux différentes actions, valide les nouvelles EXPERIMENTATIONS et les projets d'essaimage.

COMITE DE SUIVI SPECIFIQUE : instance qui suit l'EXPERIMENTATION mise en œuvre dans le cadre du PROJET et analyse l'impact.

ÉTABLISSEMENT PORTEUR : l'Université de Lyon, en charge vis à vis de l'ANR de la mise en œuvre du PROJET, de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les PARTIES, de la production des livrables du PROJET, de la tenue des réunions d'avancement, de la communication des RÉSULTATS et toute autre obligation définie dans la Convention attributive d'aide conclue le 23 janvier 2019 entre d'une part l'État et l'ANR et d'autre part l'ÉTABLISSEMENT PORTEUR, cette convention porte la référence n° ANR-18-NCUN-0005. Ses missions sont décrites à l'article 5.1.1 De l'Accord de consortium.

EXPERIMENTATION : nouveau cursus universitaire et/ou dispositif mis en œuvre par les PARTENAIRES dans le cadre du PROJET afin de répondre aux objectifs du PROJET.

PARTENAIRE : personne morale de droit public ou privé, autre que l'ÉTABLISSEMENT PORTEUR (à la date d'effet du présent ACCORD), signataire de l'ACCORD et participant à la réalisation du PROJET.

PARTIE : personne morale de droit public ou privé, y compris l'ÉTABLISSEMENT PORTEUR, signataire de l'accord de consortium et participant à la réalisation du PROJET.

PROJET : projet CURSUS+ déposé auprès de l'ANR dans le cadre de l'appel « Nouveaux Coursus à l'Université » vague 2 de 2018, et financé par l'ANR (référence ANR-18-NCUN-0005) sous le nom « CURSUS+ », conformément aux objectifs définis par la CONVENTION. Le PROJET réunit des établissements d'enseignement supérieur et/ou de recherche reconnus pour leur excellence scientifique et pédagogique.



**RÈGLEMENT FINANCIER** : le règlement relatif aux modalités d'attribution des aides au titre de l'appel à projets « Nouveaux Coursus à l'Université » vague 2 de 2018 du troisième programme d'investissement d'avenir, voté par le conseil d'administration de l'ANR et tel que publié sur son site.

**RÉSULTATS** : Tous résultats techniques et/ou scientifiques issus du PROJET notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, les LOGICIELS, les outils et/ou produits pédagogiques, les dossiers, les plans, schémas, dessins, formules, matériels biologiques ou chimiques et/ou tout autre type de résultats, sous quelque forme qu'ils soient / protégeables ou non et/ou protégés ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, générés par un ou plusieurs PARTENAIRES, ou leurs sous-traitants.

On distingue deux (2) types de RÉSULTATS :

- **RÉSULTATS COMMUNS** : tout RÉSULTAT obtenu dans le cadre du PROJET conjointement par plusieurs PARTENAIRES sans qu'aucun d'entre eux ne soit en mesure d'en réclamer raisonnablement la pleine propriété.
- **RÉSULTATS PROPRES** : tout RÉSULTAT obtenu dans le cadre du PROJET par un PARTENAIRE seul.

## **ARTICLE 2 – OBJET**

La présente convention a pour objet de définir les conditions de la mise en œuvre du soutien accordé par l'établissement porteur du projet pour la réalisation de l'expérimentation CURSUS-P16 « Expériences et projet : Renforcement de la préprofessionnalisation en licence ». Le périmètre de l'expérimentation est décrit dans l'annexe 1 auquel correspond un budget prévisionnel présenté en annexe 2.

La présente convention de reversement définit ainsi le montant, les modalités de versement et d'utilisation de la subvention ainsi versée par l'établissement porteur au bénéficiaire pour le compte de l'ANR. Elle définit également les obligations et droits respectifs des Parties dans le cadre du financement de cette expérimentation.

## **ARTICLE 3 – FINANCEMENT DE L'EXPERIMENTATION**

### **3.1. Montant et mobilisation du financement**

Pour la réalisation de l'expérimentation citée à l'article 2, l'établissement porteur accorde au bénéficiaire un soutien financier de 847 561 € (huit cent quarante-sept mille et cinq cent soixante et un euros) à utiliser selon les besoins de l'expérimentation identifiés à l'annexe 1. Le soutien financier est réparti sur la durée de l'expérimentation tel que décrit dans le tableau 1.

Répartition des dépenses et du financement reversé à l'établissement bénéficiaire sur la durée de l'expérimentation				
	2022/2023	2023/2024	2024/2025	TOTAL
Dépenses totales	453 556 €	523 556 €	593 556 €	1 570 668 €
Part autofinancée	240 241 €	293 241 €	214 310 €	747 793 €
<b>Part aidée</b>	<b>213 315 €</b>	<b>230 315 €</b>	<b>379 246 €</b>	<b>822 875 €</b>
Frais de gestion (3%)			24 686 €	24 686 €
<b>Financement total reversé à l'établissement bénéficiaire incluant les frais de gestion</b>				
<b>847 561 €</b>				

Tableau 1 : Répartition des dépenses et du financement sur la durée de l'expérimentation

Le soutien financier n'entre pas dans le champ d'application de la TVA.

Une partie des frais de gestion imputables au projet peut figurer parmi les dépenses éligibles. Pour les bénéficiaires financés au coût marginal comme c'est le cas ici, les frais de gestion ont un caractère forfaitaire et sont plafonnés à 8 % des dépenses éligibles réalisées dans la limite de l'aide accordée. Ces frais sont répartis entre l'établissement porteur et l'établissement bénéficiaire tel que suit :

- 3% des frais seront reversés à l'établissement bénéficiaire, soit la somme de 24 686 € (vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-six euros),
- 3% des frais seront reversés à l'établissement porteur, soit la somme de 24 686 € (vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-six euros),
- 2% des frais, soit la somme de 16 458 € (seize mille quatre cent cinquante-huit euros), seront conservés par l'établissement porteur afin de sécuriser le paiement des dépenses de l'établissement bénéficiaire qui s'avèreraient non éligibles, après audit des comptes du projet par l'ANR.

L'établissement porteur procédera au reversement du financement et des frais de gestion selon les principes décrits dans le Tableau 2 ci-dessous.

Nature du reversement	Echéance	Mode de calcul
X% du montant prévisionnel total éligible	A la signature de la convention	Le montant du reversement correspond au montant prévisionnel éligible l'année de démarrage du projet (de septembre à décembre de l'année n)
(100 - (X + 10))% du montant prévisionnel total éligible	Pendant la durée de l'expérimentation, chaque année suivant l'année n de signature de la convention - Maximum 2 versements par an en mai et en septembre	Le montant du/des versement(s) facturé(s) par l'établissement bénéficiaire se fait dans la limite du montant prévisionnel éligible de l'année de la demande. Selon les conditions de versement précisées à l'article 3.1
10% du montant prévisionnel total éligible + 3% frais de gestion sur le montant prévisionnel	A la clôture du projet	Selon les conditions de versement précisées à l'article 3.1



Nature du reversement	Echéance	Mode de calcul
total éligible		

*Tableau 2 : Principes de reversement*

Le premier paiement aura lieu dans un délai raisonnable après la signature par les deux (2) Parties de la convention de reversement. Les paiements respecteront les obligations décrites pour l'établissement porteur et l'établissement bénéficiaire, tel que précisé ci-dessous et à l'article 5.1.

Le montant prévisionnel total éligible est présenté dans le tableau 3 pour la durée de l'expérimentation décrite dans la présente convention.

Echéancier de paiement (frais de gestion inclus)	
A la signature de la convention en 2022	90 426 €
Année 2023 S1	122 889 €
Année 2023 S2	115 926 €
Année 2024 S1	114 389 €
Année 2024 S2	113 092 €
Année 2025	142 722 €
A la clôture du projet en 2025	148 118 €
TOTAL	847 561 €

*Tableau 3 : Echéancier de paiement*

Les versements seront réalisés sur le compte de Lyon 2 sous les références décrites dans le tableau ci-dessous à réception de la facture mentionnant le code de l'expérimentation « CURSUS-P16 » aux conditions suivantes :

- A l'exception du premier paiement acquitté à la signature de la présente convention, les paiements suivants seront soumis à la validation d'un rapport financier par la coordinatrice du projet,
- Ce rapport présentera l'ensemble des dépenses (éligibles et non éligibles) effectuées par l'établissement sur la période précédente située entre le dernier rapport financier fourni et la date à laquelle la facture est présentée par l'établissement bénéficiaire à l'établissement porteur.
- La validation du rapport reposera principalement sur la conformité des dépenses à celles établies pour la période concernée dans le budget prévisionnel décrit à l'annexe 2.

L'annexe 2 présente le budget prévisionnel de l'expérimentation. La répartition entre les postes de dépenses pourra être modifiée à la condition que le montant global identifié à l'annexe 2 reste inchangé et que le périmètre de l'expérimentation reste le même. Dans ce cas, la nouvelle répartition devra faire l'objet d'une information à la coordinatrice projet sans que la présente convention ne fasse l'objet d'un avenant.

De même, à périmètre et budget constants, dans le cas où un écart, à la hausse ou à la baisse, de plus de 10% du montant total éligible serait constaté sur une période donnée, le montant du reversement sur cette même période sera revu en conséquence.

Dans le cas où le périmètre et/ou le budget seraient modifiés et/ou que l'écart observé ne puisse être absorbé durant la réalisation de l'expérimentation, alors la présente convention fera l'objet d'un avenant, le montant du financement et l'échéancier de paiement pouvant donner lieu à modification.

<u>Titulaire du compte</u>	<u>Domiciliation bancaire</u>
Université Lumière Lyon 2 86 rue Pasteur - 69635 Lyon cedex 07	Code banque : TRPUFRP1 N° compte : FR76 1007 1690 0000 0010 0433 266

### 3.2. Dépenses éligibles

Conformément à l'article 3.3 du règlement financier ANR, les postes de dépenses éligibles dans le cadre de l'expérimentation citée ci-dessus, sont décrits ci-dessous :

- Dépenses d'équipements : les achats matériels ou immatériels dont la valeur unitaire est supérieure à 4.000 euros HT. La classification « dépenses d'équipement » au sens du présent règlement financier de l'ANR est sans effet sur l'imputation de ces dépenses dans la comptabilité des Etablissements partenaires.
- Dépenses de personnel :
  - Salaires y compris les primes et indemnités ;
  - Charges sociales afférentes (y compris les cotisations d'assurance chômage ou allocations pour perte d'emploi à l'échéance des contrats concernés) et taxes sur les salaires ;
  - Indemnités de stage ;
  - Prestations sociales obligatoires et prestations de restauration collective ;
  - Heures complémentaires d'enseignement pour les activités de formation prévues dans les projets.

Les dépenses de personnel prises en compte dans l'assiette ne concernent que des personnels employés directement pour le projet. Toutefois, la rémunération principale et les dépenses effectuées au titre des deuxième et quatrième tirets ci-dessus pour les personnels statutaires sont exclues de l'assiette. Les quotes-parts de personnels relevant de fonctions supports ne sont pas admises.

- Dépenses de fonctionnement :
  - Frais courants (fluides, documentation et ressources numériques, petits matériels dont équipements d'une valeur unitaire inférieure ou égale à 4.000 € HT, consommables...) ;
  - Dépenses pédagogiques (documentation, ressources numériques, petits matériels dont équipements d'une valeur unitaire égale ou inférieure à 4000 € HT) ;
  - Dépenses relatives à la maintenance des équipements pour la réalisation du projet ;
  - Frais de déplacement des personnels statutaires, permanents ou temporaires affectés au projet ;
  - Frais de propriété intellectuelle de brevets ou licences induits par la réalisation de l'opération ;
  - Prestations de services.

#### **ARTICLE 4 - DATE D'EFFET - DUREE - RESILIATION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature.



La présente convention de reversement concerne les dépenses effectuées entre le 01 juin 2022 et le 31 août 2025 (soit une date de fin au 31/08/2025). Elle pourra faire l'objet d'une reconduction sur décision du comité de pilotage.

## **ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE**

### **5.1. Réalisation de l'expérimentation**

Le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention exclusivement à la réalisation de l'expérimentation CURSUS-P16 « Expériences et projet : Renforcement de la préprofessionnalisation en licence » décrite aux annexes 1 et 2 et conformément à la convention attributive n° ANR-18-NCUN-0005 et au règlement financier ANR.

L'utilisation de la subvention perçue à des fins autres que celles définies dans la Convention ainsi que dans la présente convention entraînera, d'une part, le remboursement par le bénéficiaire de ladite subvention et, d'autre part, l'annulation de l'ensemble de la subvention accordée au bénéficiaire. Le bénéficiaire procédera au reversement total à l'établissement porteur de la subvention qui lui aura été versée.

En cas d'inexécution totale de l'expérimentation par le bénéficiaire, le bénéficiaire procédera au reversement total à l'établissement porteur de la subvention qui lui aura été versée.

En cas d'inexécution partielle de l'expérimentation par le bénéficiaire, le bénéficiaire procédera au reversement partiel à l'établissement porteur de la subvention qui lui aura été versée pour l'exécution desdites tâches. Le montant du reversement sera proportionnel aux tâches effectivement non réalisées par le bénéficiaire.

### **5.2. Gouvernance spécifique**

A la date de signature de la présente convention de reversement, le responsable pédagogique du projet pour le bénéficiaire est Madame Sylvie Dadomo.

Le bénéficiaire s'engage à assurer la tenue d'un comité de suivi spécifique de l'expérimentation au moins quatre (4) fois par an auquel sont invités la personne en charge de l'évaluation du projet et la coordinatrice du projet.

Ce comité doit permettre le suivi de l'expérimentation en lien direct avec la méthodologie d'analyse d'impact qui aura été identifiée.

Le responsable pédagogique organise la tenue de ces réunions. Il identifie les participants de chaque réunion en fonction de l'ordre du jour. La coordinatrice CURSUS+ et l'ingénieure évaluation sont membres de droit et doivent être informées de la tenue de chaque séance du comité, par le responsable pédagogique.

Ce dernier rédige le compte-rendu qui identifie les participants, l'ordre du jour et les principales décisions et informations échangées en lien avec l'ordre du jour (sur la base d'une trame fournie par la coordinatrice CURSUS+). Ce compte-rendu doit être transmis à la coordinatrice du projet au maximum 15 jours après la tenue de la réunion.

Ces compte-rendu sont accessibles via une plateforme collaborative dédiée aux membres du comité de suivi du projet.

### 5.3. Traçabilité de la documentation

L'ensemble de la documentation produite (livrables, convention de reversement et compte-rendu des comités de suivi spécifiques) est stocké sur une plateforme collaborative dédiée. Ces documents ne seront consultables que par les personnes autorisées qui bénéficieront d'un profil utilisateur adapté.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser des comptes rendus pédagogiques et financiers au cours de la mise en œuvre des Projets :

- Relevé intermédiaire de dépenses à fournir au plus tard le 15 mars de l'année n : le bénéficiaire adresse à l'établissement porteur, sous format électronique et en version papier, un relevé des dépenses effectuées par le bénéficiaire au cours de l'exercice, signé par le représentant légal du bénéficiaire et certifié par son agent comptable ou commissaire aux comptes, ainsi qu'un tableau de synthèse de l'ensemble des dépenses effectuées par le bénéficiaire pour la réalisation de l'expérimentation.
- Compte rendu de fin de Projets : le bénéficiaire adresse à l'établissement porteur, un compte rendu de fin de Projets présentant l'ensemble des tâches réalisées, et ce dans un délai de deux (2) mois suivant la date d'achèvement de l'expérimentation.
- Relevé final de dépenses : le bénéficiaire adresse à l'établissement porteur, sous format électronique et en version papier, un relevé des dépenses effectuées par le bénéficiaire, signé par le représentant légal du bénéficiaire et certifié par son agent comptable ou commissaire aux comptes, ainsi qu'un tableau de synthèse de l'ensemble des dépenses effectuées par le bénéficiaire pour la réalisation de l'expérimentation. Ces documents sont transmis à l'établissement porteur au plus tard dans un délai de deux (2) mois suivant la date d'achèvement de l'expérimentation.

En résumé, le bénéficiaire s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation optimale de l'expérimentation,
- Utiliser la totalité du soutien accordé par l'établissement porteur à la réalisation exclusive de l'expérimentation, à l'exclusion de toute marge bénéficiaire,
- Réaliser les comptes rendus techniques et financiers mentionnés à l'article 5.2 et 5.3.

### **ARTICLE 6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE PUBLICATION ET COMMUNICATION**

L'ensemble des dispositions stipulées à l'article 6 de l'Accord de consortium précisent les éléments de confidentialité et de publication s'appliquent à cette expérimentation.

L'établissement bénéficiaire du financement ne saurait se prévaloir des stipulations de l'article 6 de l'Accord de consortium pour restreindre toute communication à l'établissement porteur d'informations requises par celui-ci pour l'accomplissement de ses obligations notamment vis-à-vis de l'ANR ou encore de l'Etat.



L'établissement porteur est responsable des actions de communication générale sur le projet et les expérimentations.

En accord avec l'établissement porteur, l'établissement bénéficiaire du financement peut communiquer de façon générale sur le projet et les expérimentations, à l'exclusion de toute communication, publication ou présentation sur des résultats ou connaissances antérieures d'autres partenaires.

Toutes les publications réalisées dans le cadre de cette expérimentation devront faire apparaître la mention suivante :

**« Ce travail bénéficie d'une aide de l'État gérée par l'Agence Nationale de la Recherche au titre du programme d'Investissements d'avenir portant la référence ANR-18-NCUN-0005 »**

#### **ARTICLE 7 – PREVENTION ET REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. Au cas où les Parties ne parviendraient pas à résoudre leur différend, le litige sera soumis au comité de pilotage du projet. A défaut, les Parties s'en remettront aux tribunaux français.



Fait à Lyon, le

, en deux (2) exemplaires originaux,

**Le Bénéficiaire – Lumière Lyon 2**

**L'établissement porteur - Udl**

Nathalie Dompnier  
Présidente

Frank Debouck  
Président





**Cf. Annexe 1 en document séparé**

## Annexe 2 – Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel de l'expérimentation CURSUS-P16 « Expériences et projet : Renforcement de la préprofessionnalisation en licence » UNIVERSITÉ LUMIÈRE Lyon 2 est décrit dans le tableau 1 ci-dessous.

Action	RH	Quotité	Montant en euros
Sensibilisation à l'entrepreneuriat	EP d'ouverture libre entrepreneuriat	Enseignement personnel statutaire, enseignant et/ou chercheur	300 74 340,00 €
	Référentiel RICE	Référent innovation créativité entrepreneuriat statutaire	135 33 453,00 €
	EP d'ouverture libre entrepreneuriat	Enseignement vacataire	300 16 800,00 €
	Référentiel RICE	Référent innovation créativité entrepreneuriat HC	135 6 075,00 €
	Coordination entrepreneuriat	1 BIATSS cat. A	100% sur 1 an et à 50% sur 2 ans 80 000,00 €
	Coordination entrepreneuriat	1 BIATSS cat. A	50% sur 2 ans 40 000,00 €
Renforcement accompagnement des étudiants de Licence	Coordinateurs des études à 100%	5 BIATSS cat. A	100% sur 3 ans 600 000,00 €
	Coordinateurs des études à 100%	5 BIATSS cat. A	100% sur 3 ans 600 000,00 €
Préprofessionnalisation	Chargé d'insertion professionnelle, coordinateur pré professionnalisation	1 BIATSS cat. A	100% sur 3 ans 120 000,00 €
<b>Budget TOTAL</b>			<b>1 570 668,00 €</b>
<b>Financement CURSUS+</b>			<b>822 875,00 €</b>

Budget de l'expérimentation CURSUS-P16 « Expériences et projet : Renforcement de la préprofessionnalisation en licence » UNIVERSITÉ LUMIÈRE Lyon 2. En beige sont surlignés les postes de dépenses correspondant à la part autofinancée de l'établissement. En bleu, sont surlignés les postes de dépenses financés par CURSUS+ (hors frais de gestion). Lorsque précisé, le financement est à hauteur de 50% du montant de la ligne ; dans le cas contraire, le financement est à hauteur de 100%.